



Un député français rompt son engagement d'ingratitude en acceptant un cadeau pro-israélien

## Description

L'Agence Média Palestine propose une traduction des révélations du média Electronic Intifada, qui dénonce des conflits d'intérêts d'un député français au parlement européen.

Par David Cronin, le 16 octobre 2024



Christophe Gomart est vice-président de la commission « sécurité et défense » du Parlement européen (Alexis Haulot, Parlement européen)

Un député français a participé à un voyage gratuit organisé par le lobby pro-israélien, quelques mois seulement après s'être engagé à éviter les conflits internationaux.

Christophe Gomart est le nouveau vice-président de la commission « sécurité et défense » du Parlement européen. Lorsqu'il a accepté ce poste en juillet, il a signé une [déclaration](#) dans laquelle il s'engageait à respecter les règles « d'intégrité et de transparence ».

M. Gomart a déjà enfreint cette déclaration, en participant à une visite tous frais payés en Israël à l'occasion du premier anniversaire de l'attentat du 7 octobre 2023. Cette visite a été organisée par le groupe de défense connu sous le nom de European Leadership Network (Elnet).

Selon les [règles](#) du Parlement européen, M. Gomart est tenu de reconnaître rapidement tout conflit internationaux qui survient. Le règlement stipule qu'il doit alors « s'abstenir d'exercer les responsabilités liées à cette situation de conflit ».

Accepter un voyage gratuit de ce groupe de lobby pro-israélien soulève des questions sur la conduite éthique et l'ingérence étrangère dans le travail des législateurs européens. Au minimum, le Parlement européen devrait ouvrir une enquête pour déterminer s'il est approprié que M. Gomart participe au voyage d'affaires d'Elnet et M. Gomart devrait démissionner de son poste de vice-président jusqu'à ce que l'enquête soit terminée.

La commission « sécurité et défense » a pour mission de soutenir l'industrie de l'armement. Il est incontestable qu'Israël coopère étroitement avec les plus grands fabricants d'armes européens. Il est également incontestable que le lobby pro-israélien pousse à l'intensification des échanges et de l'interaction entre Israël et l'Europe.

M. Gomart par ailleurs ancien général de l'armée est apparu dans une vidéo publiée sur la chaîne YouTube d'Elnet à l'issue de son voyage. Il y déclare : « Je crois qu'Israël est, dans une certaine mesure, la sentinelle du monde occidental face au terrorisme islamiste qui se propage dans le monde entier.

Depuis son retour de voyage, M. Gomart est entretenu à Paris avec plusieurs fabricants d'armes européens. Il agit notamment de MBDA, qui a conclu l'année dernière un accord avec Israel Aerospace Industries pour la fourniture à l'Allemagne de l'intercepteur de missiles Arrow 3.

Israel Aerospace Industries est plus connu comme producteur de drones et est ensuite vanté de jouer un rôle central dans l'actuelle guerre géopolitique contre Gaza.

Le Parlement européen est théoriquement opposé à toute ingérence étrangère dans ses travaux. Après qu'il a été prouvé, en 2022, que le Qatar soudoyait certains parlementaires, le Parlement européen a introduit des réformes visant à éviter ou minimiser ce type d'influence.

Il est bien établi que le lobby israélien est actif au sein du Parlement européen et qu'il offre fréquemment des voyages gratuits aux législateurs. Pourtant, Israël brille par son absence dans la liste des pays qui, selon un rapport officiel du Parlement européen, ont investi massivement dans des activités de lobbying à Bruxelles.

J'ai alerté Roberta Metsola, la présidente du Parlement européen, sur la participation de M. Gomart à la visite d'Elnet. L'équipe de Metsola a répondu qu'elle ne commentait pas les cas individuels.

« Nous vous invitons à noter que le voyage auquel vous faites référence ne faisait pas partie d'une délégation officielle du Parlement européen », a ajouté son équipe, précisant que les législateurs ne représentent pas l'institution lorsqu'ils voyagent à titre privé.

## Rhetorique géopolitique

M. Gomart, qui n'a pas répondu à une demande de commentaire, était un des six participants français au récent voyage organisé par l'European Leadership Network.

Ils étaient accompagnés de Arié Bensemhoun, directeur d'Elnet en France et apologiste d'Israël des crimes de l'octobre 2023, M. Bensemhoun déclarait : « Nous ne pardonnerons pas ces civils innocents de Gaza ». Jamais ».



Cette rhétorique, qui implique que chaque Palestinien est une cible militaire légitime, fait écho aux déclarations de Isaac Herzog, président d'Israël, lorsque Gaza a été bombardée par les Israéliens en octobre 2023. Les propos de Isaac Herzog ont été cités par la Cour internationale de justice au début de l'année, lorsqu'elle a jugé plausible une affaire sud-africaine selon laquelle Israël violerait la convention sur le génocide.

Parmi les autres participants au voyage d'Elnet figurait Aurore Bergé, membre de l'Assemblée nationale française et ancienne ministre.

Elle continue d'affirmer que des viols massifs ont eu lieu le 7 octobre 2023, bien que cette allégation ait été largement démentie.



[tweet de Aurore Bergé, le 7 octobre 2024](#)



[d'Éclairation d'Aurore Bergé au sujet du 7 octobre](#)

La volonté des parlementaires français de propager des mensonges concoctés pour qu'Israël puisse s'en tirer avec un génocide illustre le fait que le lobby pro-israélien bénéficie d'un soutien considérable à Paris, ainsi qu'à Bruxelles.

Bergé est une [figure de proue](#) de Renaissance, le [parti](#) dont est issu le président de la République française, Emmanuel Macron. Alors que Macron a irrité l'establishment de Tel-Aviv avec ses appels tardifs à des restrictions sur les exportations d'armes, certains de ses collègues entretiennent manifestement des relations plus amicales avec Israël.

Sylvain Maillard, député Renaissance, était tout à fait dans le ton lorsqu'il a participé au voyage d'Elnet. « La démocratie qu'est Israël a le droit et le devoir de se défendre contre

les groupes terroristes que sont le Hamas et le Hezbollah »», d'expliquer-il.



[tweet de Sylvain Maillard](#)

M. Maillard fait preuve d'une bien meilleure connaissance des discours israéliens que du droit international.

La vérité est qu'un État qui soumet un autre peuple à des décennies d'occupation et d'abus n'a pas de droits, bien qu'il ait un devoir impérieux. Ce devoir est de [mettre fin à l'occupation](#).

Elnet et les politiciens qu'elle courtise diffusent quotidiennement une propagande malhonnête. Ils appartiennent à un lobby de menteurs.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)

date créée

2024/10/17